



Groupe Hospitalier  
Artois-Ternois

L'EXCELLENCE POUR TOUS

---

## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

---

**MARCHE DE MAINTENANCE PREVENTIVE ET CURATIVE,  
FOURNITURE ET POSE POUR LES SYSTEMES DE SECURITE  
INCENDIE, LES CONTROLES D'ACCES, LES INTERPHONIES ET  
LES VISIOPHONIES POUR L'ENSEMBLE DES BATIMENTS DU  
GHT ARTOIS-TERNOIS**

**Marchés n°25S341 ET 25S342**

## SOMMAIRE

1.	Objet de la consultation .....	4
2.	Présentation des différents centres hospitaliers .....	4
3.	Normes et textes réglementaires.....	6
4.	Responsabilités.....	6
4.1	Engagements du pouvoir adjudicateur .....	6
4.2	Engagements du titulaire .....	6
5.	Dispositions générales aux 2 lots .....	8
5.1	Durée maximale d'indisponibilité .....	8
5.2	Litiges.....	8
6.	Description du Lot n°1 .....	8
6.1	Agrément du titulaire .....	8
6.2	Obligation et moyens de résultats .....	8
6.3	Sécurité.....	10
6.3.1	Consignes.....	10
6.3.2	Plan de prévention .....	10
6.3.3	Registre de sécurité .....	10
6.3.4	Hygiène.....	11
6.3.5	Outillage .....	11
6.3.6	Evacuation des déchets .....	11
6.3.7	Fourniture de rechange.....	11
6.3.8	Procédure organisationnelle .....	12
6.4	Contenu des prestations .....	12
6.4.1	Objet de la mission .....	12
6.4.2	Nature des prestations à assurer .....	12
6.4.3	Limites de prestations .....	12
6.4.4	Installations hors prestations .....	13
6.4.5	Prestation hors forfait .....	13
6.4.6	Liste des intervenants.....	13
6.5	Exécution des prestations .....	13
6.5.1	Démarche .....	13
6.5.2	Maintenance curative.....	14
6.5.3	Maintenance préventive .....	14
6.5.3.1	Visite semestrielle (Norme NFS-61-933) Pour les SSI de catégorie A avec une ou deux ZS .....	15
6.5.3.2	Visite annuelle (Norme NFS-61-9933).....	15

6.5.3.3 Visite Triennale.....	15
6.5.3.4 Tous les 4 ans .....	15
6.5.3.5 Visite de commission de sécurité.....	16
6.5.3.6 Travaux .....	16
6.5.3.7 Etat des lieux sur l'ensemble des installations.....	16
6.5.3.8 Diagnostic / Audit de l'ensemble des installations .....	17
6.6 Modalités d'intervention.....	17
6.6.1 Intervention de maintenance préventive .....	17
6.6.2 Intervention de maintenance curative.....	17
6.6.3 Levée de réserves suite à la maintenance préventive, à la Triennale SSI et désenfumage .	19
6.6.4 Démarche .....	19
6.6.5 Rapports de visite et de vérification dans le cadre d'une visite de maintenance préventive .....	20
6.6.5.1 Rapports de visite.....	20
6.6.5.2 Rapport de vérification.....	20
6.6.5.3 Compte rendu d'intervention dans le cadre d'une intervention de maintenance curative (dépannage) ou de levée de réserve.....	22
6.7 Montant des prestations.....	22
7. Description du lot n°2.....	22
7.1 Nature des prestations à assurer .....	22
7.2 Limites de prestations .....	23
7.3 Installation hors prestations.....	23
7.4 Liste des intervenants.....	23
7.5 Démarche de la maintenance curative .....	23
7.6 Rapport d'intervention.....	24
7.7 Montant des prestations.....	24

## 1. Objet de la consultation

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières définit les prescriptions techniques relatives à l'exécution de la maintenance préventive et curative des Systèmes de Sécurité Incendie (SSI) et de leurs désenfumages asservis pour l'ensemble des bâtiments du G.H.A.T. (Bapaume, Arras, Dainville, St Pol, Gauchin-Verloingt, Frévent, Auxi-le-Château).

Il définit également les prescriptions techniques relatives à la maintenance curative des matériels relatifs au contrôle d'accès, aux systèmes anti-intrusions, aux interphonies et aux visiophonies pour l'ensemble des bâtiments du G.H.A.T.

### **Le présent marché sera alloté comme suit:**

Lot 1 : Maintenance préventive et curative, fourniture et pose des matériels relatifs aux Systèmes de Sécurité Incendie et du désenfumage asservis pour l'ensemble des bâtiments du Groupement Hospitalier Artois-Ternois.

Lot 2 : Maintenance curative, fourniture et pose des matériels relatifs aux contrôles d'accès, système anti-intrusions, aux interphonies et aux visiophonies pour l'ensemble des bâtiments du Groupement Hospitalier Artois-Ternois.

Dans le cadre du présent marché, le prestataire s'engagera à assurer les vérifications périodiques réglementaires des installations dont la liste est jointe dans les annexes du présent cahier des charges.

## 2. Présentation des différents centres hospitaliers

Le Centre Hospitalier d'Arras est un établissement public de santé offrant à la population des soins dans les domaines de la Chirurgie, de la Médecine, de la Réanimation, de la Gynécologie Obstétrique, de la Psychiatrie et de la Gériatrie.

Fort de ses plus de 2000 salariés, de ses 1200 lits et places, de son plateau technique et siège du SAMU 62, le Centre Hospitalier d'Arras veille sur la santé d'un territoire de 230 000 personnes.

Le Centre Hospitalier d'Arras compte plusieurs bâtiments :

Sur le site du CHA :

- Bâtiment Hébergement (Hospitalisation),
- Bâtiment Balnéothérapie (Hopale),
- Bâtiment Plateau Technique avec une hélistation, SMUR, (Blocs, Réa, SAU, etc.),
- Clinique Aloïse Corbaz (Psychiatrie),
- Bâtiment BH/Espace Artois (Bureaux, cytotoxique etc.),
- Bâtiment BS/Espace Artois (Laboratoire, Bureaux, Régulation Samu, Cesu etc.),
- Bâtiment Médecine du Travail, CUMP et UMJ,
- Bâtiment Salle de Conférence/Internat,
- Bâtiment Dumand (Bureaux, consultations),
- Bâtiment Louise Weiss (Consultations),
- Bâtiment Churchill (bureaux, consultations).

Sur Arras :

- Archives (rue Dambrine) et Archives à Achicourt,
- EHPAD Pierre Bolle,

- France terre d'Asile, *Ancienne Maison de Retraite Pierre Bolle*,
- IHFS (Institut Hospitalier de Formation en Santé),
- CMP rue d'Achicourt (Centre Médico-Psychologique),

Sur le site de Dainville :

- Résidence Les Longchamps » (Gériatrie),
- EHPAD « Le Clos de Dainville »
- CSPA « Roger Mises » (Centre de Soin Psychologique pour Adolescents),
- UPCF (Unité de Production Culinaire),
- La blanchisserie,

Sur Vitry-en-Artois :

- Le CMP Vitry,

Le Centre Hospitalier de Bapaume est un établissement public de santé offrant à la population des soins dans les domaines de la Gériatrie et de la Psychiatrie.

Fort de ses 259 lits et places, le Centre Hospitalier de Bapaume veille sur la santé d'un territoire de 45 000 personnes.

Le Centre Hospitalier de Bapaume compte plusieurs bâtiments :

- SMR (service de soins médicaux et de réadaptation) Gériatrique,
- SMR Polyvalent,
- SAAS (Service d'Accueil et d'Alternative Spécialisé),
- Pavillon Henri Guidet, (actuellement en restructuration)
- EHPAD Maison de Augustine,
- EHPAD « Lucien Langlet »
- CMP (Centre Medico-Psychologique),
- AFT (Accueil Familial Thérapeutique).
- PEP62

Le Centre Hospitalier du Ternois est un établissement public de santé offrant à la population des soins dans les domaines de la Gériatrie et de la Psychiatrie

Sur Gauchin-Verloingt :

- Services de Soins de Suite et de Réadaptation (SSR),
- Unité d'Hébergement Renforcée (UHR l'Aquarelle),
- Unité de Soins de Longue Durée (EHPAD/USLD Les Hortensias),
- UVA Carpe Diem,

Sur Saint Pol :

- EHPAD « L'Oasis »,

Sur Frévent :

- EHPAD, « Allard de Fourment »
- Foyer de Vie « La Pannerie »
- EHPAD « Les Pommiers »,
- UVA « L'Olivier »,
- FAHV « Les châtaigniers »,

Sur Auxi-le-Château :

- EHPAD « Les Varennes »,
- UVA « L'Etincelle ».

### 3. Normes et textes réglementaires

Pour l'exécution des prestations, le titulaire devra se conformer aux normes, règlements et directives européennes en vigueur.

Dans le cas de modifications ou de mise en place de nouveaux textes réglementaires, le titulaire assurera **un rôle de conseil**.

Il appartient au titulaire d'assurer la veille réglementaire et d'en informer le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire du marché s'engage à fournir au pouvoir adjudicateur l'ensemble des normes afférant aux différentes installations.

### 4. Responsabilités

#### 4.1 Engagements du pouvoir adjudicateur

Le Pouvoir Adjudicateur :

- ☒ est propriétaire des installations et gestionnaire de l'exploitation au regard des tiers sur le plan administratif et financier.
- ☒ pourra accéder à toute heure aux locaux et aux installations. Il pourra intervenir sur les installations.
- ☒ prendra en charge toutes les prestations découlant d'une intervention effectuée par lui-même ou ses représentants, ainsi que les dommages qui pourraient être causés si les règles ci-dessus n'étaient pas respectées.
- ☒ s'engage à assurer un suivi des observations faites en cours d'exploitations (contrôle, pannes, etc.). Ce cahier de traçabilité reprendra l'historique des installations. Le titulaire pourra fournir un cahier de traçabilité pour toute installation n'en disposant pas.
- ☒ assure la fourniture d'énergie électrique nécessaire au fonctionnement des installations.
- ☒ délèguera, en cas de nécessité, un agent pour accompagner le titulaire lors de ses vérifications. Cet agent aura pour mission d'assurer l'accès à tous les locaux. L'agent n'assistera pas en permanence aux opérations de contrôle.

#### 4.2 Engagements du titulaire

Le titulaire :

- ☒ est responsable des dommages qui pourraient être causés, soit aux personnes, soit aux biens, soit à l'installation dont il assure l'exploitation.
- ☒ prendra à sa charge tous les risques de responsabilité civile (accident, incendie, explosion, ...) découlant de l'exploitation qui lui est confiée.
- ☒ est seul responsable vis à vis des tiers, dans les termes de droit commun, de son administration ou de sa gestion et notamment de tous dommages pouvant découler de l'exploitation qui lui est confiée.
- ☒ assure la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est seul responsable des dommages causés :
  - Directement ou indirectement pendant ses interventions : à son personnel, au personnel de la personne publique ou à des tiers. À ses biens, aux biens appartenant à la collectivité publique ou à des tiers.

- Par la carence des installations imputables à la maintenance et se produisant en dehors de ses interventions.
- Directement ou indirectement aux patients, dus à un dysfonctionnement de l'installation dont l'entreprise à la maintenance, en particulier, les problèmes de santé entraînés par des refroidissements ou des infections nosocomiales faisant suite à un fonctionnement non maîtrisé des installations de désenfumage.

- ☑ est responsable de toutes dégradations occasionnées d'une façon quelconque par le personnel d'exploitation, aux éléments existants du domaine immobilier et son environnement (ex : dalles de faux plafond). L'entreprise qui aura dû prendre toutes les assurances nécessaires, devra réparer les dégâts commis à ses frais exclusifs.
  - Sont exclus de la responsabilité de l'entreprise, sous réserves de preuves apportées par celle-ci, les dommages et conséquences dus à l'intervention perturbatrice d'un tiers que l'entreprise n'a pas eu matériellement la possibilité d'empêcher.

Nota : on entend par intervention perturbatrice, toute action portant directement ou techniquement atteinte au fonctionnement normal de tout élément de l'installation sous contrat.

L'entreprise est responsable de la bonne observation des règlements de sécurité.

- ☑ devra mettre à disposition un personnel qualifié tel que préconise la norme NF S 61 933, pour assurer les prestations. Les personnes désignées nominativement par écrit par l'entreprise à la personne publique sont seules autorisées pour la maintenance des matériels et équipements objet du marché. Si les interventions sont réalisées par une équipe, le responsable de l'intervention et nommé désigné par l'entreprise.
- ☑ assurera le contrôle et la maintenance, en rapport à la réglementation, des installations dont il aura la charge
- ☑ devra enseigner au personnel placé sous son autorité les diverses consignes de sécurité et d'hygiène générales et particulières à l'établissement et s'assurer que ces consignes soient parfaitement connues de ses techniciens intervenants (idem dans le cas d'une sous-traitance).
- ☑ devra informer, sans retard, le Pouvoir Adjudicateur de toute anomalie importante susceptible d'entraîner des détériorations ou de mettre en cause la sécurité des installations et de ses utilisateurs.
- ☑ s'engage à maintenir les locaux, clos et couverts, en bon état conformément aux normes en vigueur.
- ☑ s'engage à interdire l'accès des installations à toute personne non mandatée par le responsable du suivi du présent marché.
- ☑ joindra tous justificatifs de qualifications des techniciens de l'entreprise qui seront en adéquation avec les prestations à réaliser.
- ☑ rendra en état de propreté initial les installations ainsi que les locaux concernés à la fin de ses interventions.
- ☑ proposera un échéancier de planning des visites qui sera validé par le responsable du représentant du Pouvoir Adjudicateur. Ce planning sera transmis au Pouvoir Adjudicateur dans le mois suivant la notification du marché. Pour les années suivantes, **au plus tard le 31 janvier, auquel cas des pénalités pourront être appliquées conformément à l'article 11 du CCAP.** Toute modification du planning prévisionnel d'interventions devra être signalée par le titulaire dans les 15 jours avant le démarrage de la prestation. Une nouvelle planification devra être proposée et validée par le Pouvoir Adjudicateur.

## 5. Dispositions générales aux 2 lots

### 5.1 Durée maximale d'indisponibilité

La durée maximale d'immobilisation correspond au délai de réparation. Elle comprend le diagnostic de la panne, la remise en état et les vérifications de bon fonctionnement.

En cas de panne, celle-ci est fixée à :

- **24 heures** (vingt-quatre heures) pour les bâtiments comportant des locaux à sommeil,
- **72 heures** (soixante-douze heures) pour les autres bâtiments.

Le non-respect de ces délais engendrera des pénalités conformément à l'article 11 CCAP pour le titulaire. Cette durée démarre à partir de l'appel du Pouvoir Adjudicateur.

A l'issue de l'intervention, le titulaire est tenu de s'assurer que l'installation a effectivement retrouvé son état de référence, par des moyens adaptés à la nature et à l'importance des travaux de réparation effectués. Un compte rendu d'intervention sera établi et y sera mentionné le type d'essais réalisés pour valider le retour à la normale.

Lorsque le titulaire prévoit que la durée d'indisponibilité réelle dépassera la durée de base indiquée ci-dessus, il en informera le responsable technique et définit avec lui les moyens de sécurité à mettre en œuvre pendant cette carence. Ces moyens seront à la charge du titulaire (mise à disposition d'agent, etc.).

### 5.2 Litiges

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelques motifs que ce soit, les contestations qui pourraient subvenir entre l'administration et le titulaire du contrat ne pourront être invoqué par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée, des prestations à effectuer.

## 6. Description du Lot n°1

### 6.1 Agrément du titulaire

Pour assurer sa mission, le titulaire devra être agréé **APSAD F7** dont il joindra les justificatifs à son offre.

Conformément à l'article MS 73 §2 de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié, indiquant **l'obligation d'une visite triennale des SSI de catégorie A et B, le titulaire accompagnera l'organisme agréé choisi par le pouvoir adjudicateur.**

### 6.2 Obligation de résultats

Le titulaire emploiera des techniciens spécialisés et habilités. Il respectera les consignes de sécurité en vigueur de l'établissement. Le personnel intervenant sur les différents sites de l'établissement sera porteur d'une carte professionnelle.



Le titulaire s'engage sur une obligation de résultat :

➤ **Pour les interventions de maintenance préventive :**

Le titulaire devra s'acquitter de la maintenance préventive sur tous les bâtiments du GHT Artois-Ternois. (Voir annexe1\_CCTP\_Liste matériel des bâtiments\_Lot1) dès la notification du présent marché.

Il devra s'organiser afin de remettre l'intégralité des rapports écrits et numériques dans les trente jours calendaires suivant le dernier jour de la visite. Tout manquement à ses obligations entraînera les pénalités telles qu'elles sont définies à l'article 11 du CCAP.

Dans le cadre de sa mission, le titulaire aura une obligation de conseil. Il devra tenir informé le Pouvoir Adjudicateur **de toutes anomalies du système ou des changements de réglementation mais également étudier tout axe d'amélioration possibles.**

➤ **Pour les interventions de maintenance curative :**

Il devra s'organiser afin d'intervenir sans limitation de nombre, de réparer et de remettre en fonctionnement les installations dans les délais impartis :

Définition		Délai maximum	
		Locaux à sommeil	Autres
Délai d'intervention	Comprend la durée entre l'heure d'appel téléphonique et l'arrivée sur site du technicien.	4h	8h
Délai de dépannage	Correspond à la durée nécessaire pour la remise en fonction même provisoire de l'installation.	8h	16h
Délai de réparation	Correspond à la durée nécessaire pour la remise en fonction <u>définitive</u> de l'installation. A l'issue de son intervention, le titulaire sera tenu de s'assurer que l'installation a effectivement retrouvé son état de référence.	24h	72h
Délai de remise de devis	Correspond à la durée nécessaire pour la remise du devis (pour le remplacement des pièces défectueuses sur les DAS).	48h	

**Le non-respect des délais engendrera des pénalités conformément à l'article 11 du CCAP.**

## 6.3 Sécurité

### 6.3.1 Consignes

Le titulaire devra s'assurer que ses techniciens auront reçu :

- ☐ Une copie de la « charte de prévention »
- ☐ Les diverses consignes de sécurité générales ou particulières à l'établissement avec prise en compte **d'un plan de prévention pour les interventions du même type.**
- ☐ La réglementation concernant les établissements recevant du public (ERP).
- ☐ La réglementation concernant leur domaine de prestations (SSI, désenfumage, etc.).

Lors d'intervention sur les sites des centres hospitaliers, le technicien devra respecter scrupuleusement les procédures concernant les intervenants extérieurs (Annexe 2\_CCTP\_Procédures\_Lot1), auquel cas des pénalités pourront être appliqués conformément à l'article 11 du CCAP.

**NB : Lors de ses interventions en terrasse, locaux techniques ou autre, le titulaire sera accompagné par un agent de sécurité ou un agent technique pour se rendre au lieu désiré.**

### 6.3.2 Plan de prévention

Un plan de prévention sera établi entre le titulaire et chaque établissement afin de s'assurer que le personnel intervenant sur les installations ait pris connaissance de toutes les informations nécessaires pour réaliser ses prestations en toute sécurité.

Le titulaire informera le pouvoir adjudicateur des risques potentiels liés à son activité.

Les autorisations délivrées par le chef d'établissement de la société seront à fournir (habilitation électrique, accès en milieu amiante, conduite d'engins etc.)

**Ce plan de prévention sera établi pour l'année et transmis lors de la première réunion de démarrage. Pour les années suivantes, il devra être remis avant le 31 janvier. Dans le cas contraire, des pénalités pourront être appliquées conformément à l'article 11 du CCAP.**

Dans le cas de nouvel intervenant sur le site, la société en informera le Pouvoir Adjudicateur en lui adressant un formulaire de déclaration **de sous-traitance DC4 dument complété**. Celui-ci devra être retourné, complété avant démarrage de toute intervention. Les consignes mentionnées devront être scrupuleusement respectées par l'ensemble du personnel du prestataire, auquel cas des pénalités pourront être appliquées conformément à l'article 11 du CCAP.

### 6.3.3 Registre de sécurité

Les ERP (Établissement Recevant du Public) sont soumis à des obligations très strictes en matière de sécurité incendie. Ces établissements doivent tenir à jour un Registre de Sécurité Incendie exigé par les Commissions de Sécurité (Article R123-51 du Code de la Construction et de l'Habitation).

De ce fait, l'entreprise transmettra au responsable du suivi du marché tout justificatif lié à son intervention afin de les consigner dans le registre de sécurité de chaque bâtiment.

Le technicien devra également signer les registres de sécurité à l'issue de ses visites préventives, auquel cas des pénalités pourront être appliqués conformément à l'article 11 du CCAP.

#### 6.3.4 Hygiène

Pour les différentes tâches (maintenance préventive, curative, levée de réserves, travaux), une fiche de recommandation devra être dûment complétée et transmise une semaine avant le démarrage de la prestation. Le technicien recevra cette fiche avec les recommandations de l'Equipe Opérationnelle d'Hygiène (EOH). Le titulaire s'engagera à les respecter lors de ses interventions, que ce soit dans n'importe quel secteur.

L'intervention du titulaire, dans les secteurs « sensibles » de l'établissement (services zone 4) ou en présence de patient en isolement protecteur, ne sera possible qu'après coordination du responsable du suivi du présent marché.

Le titulaire adaptera donc son planning aux contraintes de l'établissement concernant ces secteurs.

Il ne pourra ignorer ces contraintes, ni annoncer à posteriori l'inexécution des prestations sans subir les pénalités à l'article 11 du CCAP.

#### 6.3.5 Outillage

Le titulaire met à disposition de ses techniciens l'outillage nécessaire à la bonne exécution de ses prestations. L'ensemble de l'outillage sera conforme à la réglementation (échafaudage, plate-forme, etc.). Cet outillage sera contrôlé et vérifié par ses soins.

L'utilisation d'échelle ou d'escabeau pour travailler en hauteur est interdite : Le Code du travail précise qu'il est interdit d'utiliser les échelles, escabeaux et marchepieds comme poste de travail. Toutefois, ces équipements peuvent être utilisés en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement assurant la protection collective des travailleurs ou lorsque l'évaluation du risque a établi que ce risque est faible et qu'il s'agit de travaux de courte durée ne présentant pas un caractère répétitif » (article R. 4323-63).

Les moyens de communication entre les techniciens font partie de l'outillage pris en charge par le titulaire. Le titulaire s'assurera que ces dispositifs soient compatibles avec les équipements de l'établissement (talkie-walkie, radio, téléphone cellulaire).

**Nota : les réseaux commerciaux (Orange, SFR, BOUYGUES etc.) ne sont pas autorisés à l'intérieur du bâtiment. Sur le site du Centre Hospitalier d'Arras, le titulaire pourra emprunter un téléphone IP mis à disposition au PC Sécurité pour faciliter la communication entre les différents services (sécurité. Bio-Nettoyage, Responsables, etc.).**

#### 6.3.6 Evacuation des déchets

Le titulaire ne devra en aucun cas laisser ses déchets sur place. Il devra évacuer les déchets issus de sa prestation (détecteurs, cartes ou autres appareillages défectueux, poussières, chutes de câbles, gaines, goulottes, cartons, emballages, vêtements jetables, etc.) et laisser les locaux dans un état de propreté initial sous peine de l'application des pénalités à l'article 11 du CCAP).

#### 6.3.7 Fourniture de rechange

En application de l'article 7.8 de la norme NFS 61-933, le titulaire du contrat de maintenance doit, au moins disposer d'un stock d'éléments constitutifs et/ou de pièces détachées et d'outils nécessaires à l'exécution de sa mission. Ces pièces détachées pourront être entreposées sur le Centre Hospitalier d'Arras au niveau de la réserve sécurité.

### 6.3.8 Procédure organisationnelle

Le technicien prendra en compte la procédure d'intervention transmise en annexe 2\_CCTP\_Procédures\_Lot1. Les procédures devront être scrupuleusement respectées par l'ensemble des intervenants, sous peine d'application des pénalités conformément à l'article 11 du CCAP.

## 6.4 Contenu des prestations

### 6.4.1 Objet de la mission

La mission de maintenance et d'exploitation des Systèmes de Sécurité Incendie et des installations associées des Centres Hospitaliers d'Arras, de Bapaume et du Ternois a pour objectif d'assurer, en tout lieu et à tout instant, un niveau de sécurité des occupants correspondant à ce qui est exigé par la réglementation, avec des équipements en parfait état de fonctionnement.

### 6.4.2 Nature des prestations à assurer

Dans le cadre de la mission qui lui est confiée, le titulaire s'engage à assurer :

- Les vérifications périodiques conformément à la norme NFS 61-933,
- Les vérifications annuelles telles que prévues par l'article MS73 du règlement de sécurité contre l'incendie dans les établissements recevant du public,
- L'assistance à l'organisme de contrôle lors de la visite triennale,
- L'assistance technique lors des visites de commissions de sécurité,
- La maintenance curative des Systèmes de Sécurité Incendie (SSI),
- La levée de réserves suite aux vérifications périodiques de maintenance et du bureau de contrôle,
- La maintenance des installations associées (désenfumage mécanique et naturel asservi),
- Le suivi et la mise à jour lors de l'évolution de l'installation,
- Les actions de conseils auprès du pouvoir adjudicateur,
- L'état des lieux sur l'ensemble des installations,
- L'audit de l'ensemble des installations,
- La traçabilité administrative requise.

### 6.4.3 Limites de prestations

Le présent chapitre décrit les limites des équipements et des installations entrant dans la prestation de maintenance des S.S.I.

Les équipements **inclus** dans la prestation sont **la totalité des SSI et des deux UAE** qui couvrent des sites du G.H.A.T. décomposé de la façon suivante :

- Les SDI (Système de Détection Incendie) comprenant les Détecteurs Automatiques d'Incendie (DAI) et les Déclencheurs Manuels (DM).
- Les CMSI (Centralisateur de Mise en Sécurité Incendie), les liaisons filaires, les Alarmes Générales Sélectives (AGS), les satellites (MEA), ...
- Les dispositifs Actionné de Commande (DAC)
- Les Alimentations Electriques de Sécurité (AES) des équipements du SSI depuis les TGS (Tableau Général de Sécurité).
- Les installations de désenfumage mécanique ou naturel depuis la prise d'air extérieur, châssis d'amenée d'air jusqu'au rejet y compris les grilles, gaines, clapets coupe-feu, trappes, conduits et ensembles moto-ventilateur avec leur armoire de puissance, coffret de relaying.

- Les serrures électromagnétiques des issues de secours, ainsi que leur asservissement (local et à distance).
- Les équipements d'aide à l'exploitation (UAE, logiciels,).
- Les boîtiers de report d'information déportés au PCSI ainsi que les liaisons filaires,
- L'Unité d'Aide à l'Exploitation (UAE) DESIGO Siemens, (Hébergement/Plateau technique/BH/BS)
- L'Unité d'Aide à l'Exploitation (UAE) ESSER (Clinique Aloïse Corbaz)

#### 6.4.4 Installations hors prestations

Les installations non comprises dans la prestation sont :

- Les installations électriques en amont des T.G.S.
- La serrurerie et la menuiserie des portes asservies.
- Les moyens d'extinction (extincteurs, RIA, colonnes sèches).
- Les essais mensuels des dispositifs de déverrouillage électromagnétique de porte.

#### 6.4.5 Prestation hors forfait

La prestation suivante est hors contrat :

- La maintenance de niveau 5, telle que définie dans la norme NF X 60.010.

#### 6.4.6 Liste des intervenants

Les personnes ou équipes concernées par les installations du Système de Sécurité Incendie sont :

- Le personnel soignant,
- Les référents (personnel soignant ayant une formation spécifique),
- Les sapeurs-pompiers,
- Les agents de sécurité incendie,
- Le personnel technique du Pouvoir Adjudicateur,
- Le titulaire,
- L'organisme de contrôle,
- Le coordinateur SSI.

## 6.5 Exécution des prestations

### 6.5.1 Démarche

Pour l'ensemble des prestations, Le titulaire proposera dans son offre sous forme de mémoire technique :

- La maintenance préventive,
- La levée de réserves,
- La maintenance curative,
- La main d'œuvre,
- Le forfait déplacement,
- L'astreinte,
- L'assistance technique,
- Le remplacement des différentes pièces détachées comprises depuis la centrale jusqu'aux câblages des différents DAS,

- La maintenance et la mise à jour des UAE,
- Le remplacement des détecteurs 1/6ème du parc/an, **sauf pour les systèmes donnant le taux d'encrassement des DAI (le titulaire devra nous fournir un listing annuel justifiant le taux d'encrassement et remplacer les DAI dépassant le seuil constructeur,**
- Le remplacement des batteries des AES, SDI et CMSI tous les 4 ans, **des pénalités de retard seront appliquées selon l'article 11 du CCAP,**
- L'état des lieux sur l'ensemble des installations,
- Le diagnostic de l'ensemble des installations,
- Les attestations.

Seules les prestations suivantes engendreront une facturation en cohérence avec le BPU :

- Le remplacement de DAS (moteur désenfumage, volet désenfumage, clapet coupe-feu, etc.) lors de levée de réserve ou de maintenance curative. **Dans ce cas, le déplacement et la main d'œuvre resteront à la charge du titulaire.**
- Les modifications d'installations (ex : remplacement d'un SSI obsolète). Dans ce cas, la main d'œuvre, les éventuelles programmations et fournitures seront facturables.

#### 6.5.2 Maintenance curative

Les opérations effectuées au titre de la maintenance curative résultent des constatations faites lors des visites systématiques. Elles ont pour objet le maintien des niveaux de sécurité requis pour les installations répertoriées dans le présent marché.

Il peut s'agir d'opérations d'entretien courant sur les installations en place ou de remplacement de tout ou partie des équipements susceptibles de présenter une défaillance à court terme.

Dans le cas de remplacement de DAS, ces opérations feront l'objet d'un bon de commande, conforme au B.P.U. **Pour rappel, la main d'œuvre et le déplacement resteront à la charge du titulaire,** seule la fourniture sera facturée.

Ces devis devront être remis au pouvoir adjudicateur **sous un délai de 48h, auquel cas des pénalités de retard seront appliqués conformément à l'article 11 du CCAP.**

En cas d'urgence, les travaux seront entrepris immédiatement sur accord du responsable sécurité et seront régularisés ensuite par un bon de commande.

#### 6.5.3 Maintenance préventive

Les opérations de maintenance préventives seront réalisées suivant la périodicité précisée par la **norme NFS 61-933** :

- Pour les SSI de catégorie A comportant une ou plus de deux ZS, les essais fonctionnels devront être réalisés en deux visites.
- A défaut de périodicité, les essais fonctionnels (Annexes B à K de la norme NFS 61-933) doivent être réalisés au minimum une fois par an.

Le titulaire transmettra pour l'année son planning prévisionnel détaillé de visites systématiques (tâches, zones concernées ...) dans le mois suivant la notification du marché. Pour les années suivantes, **au plus tard le 31 janvier.**

Les visites systématiques seront rémunérées forfaitairement en fonction de la présentation des rapports de visite.

#### *6.5.3.1 Visite semestrielle (Norme NFS-61-933) Pour les SSI de catégorie A avec une ou deux ZS*

Essai fonctionnel du SMSI conformément à l'annexe C de la norme NFS 61-933 en mode manuel depuis l'UCMC.

#### *6.5.3.2 Visite annuelle (Norme NFS-61-9933)*

Pour les SSI de catégorie A, B, C, D, E :

- ✓ Essai fonctionnel du SDI conformément à l'annexe B de la norme NFS 61-933,
- ✓ Essai fonctionnel du SMSI conformément à l'annexe C de la norme NFS 61-933 en mode automatique,
- ✓ Essai fonctionnel de l'UAE conformément à l'annexe D de la norme NFS 61-933,
- ✓ Essai fonctionnel du SMSI, alarme évacuation conformément à l'annexe E de la norme NFS 61-933,
- ✓ Essai fonctionnel du SMSI, compartimentage conformément à l'annexe F de la norme NFS 61-933,
- ✓ Essai fonctionnel du SMSI, désenfumage naturel conformément à l'annexe G de la norme NFS 61-933,
- ✓ Essai fonctionnel du SMSI, désenfumage mécanique conformément à l'annexe H de la norme NFS 61-933,
- ✓ Essai fonctionnel alimentation conformément à l'annexe J de la norme NFS 61-933,

Pour les alarmes de type 4 :

- ✓ Essai fonctionnel de l'alarme. Procéder au remplacement de la pile/batterie le cas échéant.
- Remplacement des 1/6 du parc de Détecteurs Automatiques d'Incendie (DAI) :  
Afin de renouveler progressivement le parc de détecteurs, le titulaire du présent marché, devra effectuer le remplacement de ceux-ci à 1/6 par installation (de chaque site) tous les ans. L'enlèvement et la destruction des détecteurs seront également à sa charge.

**Sauf pour les systèmes donnant le taux d'encrassement des DAI (le titulaire devra nous fournir un listing annuel justifiant le taux d'encrassement et remplacer à sa charge les DAI dépassant le seuil conformément au constructeur).**

#### *6.5.3.3 Visite Triennale*

La vérification triennale des installations SSI et de désenfumage sera exécutée simultanément aux opérations de vérifications annuelles des installations.

Le titulaire accompagnera le bureau de contrôle et ne pourra prétendre à une rémunération supplémentaire du fait de cette visite.

#### *6.5.3.4 Tous les 4 ans*

Prévoir le remplacement des batteries d'accumulateur sur l'ensemble de l'installation (SDI, CMSI, AES, etc.).

Nous fournir un tableau de suivi par sites et par bâtiments.

#### *6.5.3.5 Visite de commission de sécurité*

Le titulaire devra assurer la présence de son personnel lors de la commission de sécurité de chaque bâtiment dont il aura en charge les prestations. Le titulaire devra être en mesure d'effectuer des essais sur demande des membres de la Commission de Sécurité, il aura à sa disposition, les matériels nécessaires.

#### *6.5.3.6 Travaux*

Le titulaire pourra occasionnellement être chargé de modifier ou remplacer des installations (**ex : un SSI obsolète**). L'exécution de ces travaux sera effectuée sur bon de commande. Le titulaire s'engage à mettre à jour le dossier d'identité SSI, la programmation, les plans, les intitulés et les scénarios dans le cas de modification de l'installation (détection, asservissement).

Les prestations seront chiffrées suivant le devis préalablement remis au Pouvoir Adjudicateur. Il est précisé que chaque pièce détachée est prévue fournie, posée, raccordée (y compris les accessoires de pose, travaux de percements, rebouchage murs, passages de câbles, fixations, dépose et repose de faux plafonds et toutes sujétions nécessaires à l'exécution des travaux, évacuation des déchets, nettoyage après travaux). Les prix unitaires comprennent également toutes les sujétions de plans d'exécution, la documentation technique, les mises à jour de l'ensemble de la bibliothèque des plans numériques et bases de données (supervision).

Les confinements seront à la charge du titulaire (Recommandations EOH). Les devis devront également comprendre les essais ultérieurs à réaliser. Toutes les sujétions de programmation pour les installations adressables seront, elles aussi, comprises dans les devis. L'UAE sera également mise à jour lors de toute modification d'une ou plusieurs installations. En aucun cas, il ne sera accepté de supplément pour ladite programmation.

Les travaux devront faire l'objet d'une feuille d'attachement signée par le technicien de l'établissement responsable des travaux. Il ne sera accepté aucun forfait de déplacement. Seule la main d'œuvre, la programmation et la fourniture de pièces seront facturables.

#### *6.5.3.7 Etat des lieux sur l'ensemble des installations*

Le titulaire devra avoir visité les lieux avant la remise de son offre. L'attestation de visite dressée lors de cette visite obligatoire vaut prise de connaissance de l'état des lieux des différentes installations. Cette reconnaissance lui permet de constater et comprendre explicitement et implicitement tous les travaux accessoires et autres nécessaires à la réalisation de son marché.

Cette reconnaissance porte notamment :

- Sur l'état général des lieux et le détail quantitatif des équipements existants, **A nous fournir sous forme de tableau xls. (Excel)**
- La nature des matériels et équipements constituant les existants et leur degré de conservation,
- L'origine et la provenance des matériaux, matériels et équipements devant être vérifiés et entretenus, afin de déterminer les possibilités de remplacement à l'identique ou le cas échéant par des produits analogues, similaires, homologués et conforme à la réglementation.
- La mise à disposition des derniers rapports de vérifications et tableaux de suivi.



Le candidat est donc réputé avoir pris connaissance de toutes les conditions ayant une influence sur l'exécution et les délais ainsi que la qualité et le coût des ouvrages à réaliser. Aucune plus-value ou indemnité particulière pour méconnaissance d'inconvénients, sujétions ou difficultés de quelque nature que ce soit ne pourront être réclamées. Aussi, le titulaire contractant déclare être parfaitement informé de la constitution et de l'état des installations et renonce à faire état ultérieurement de difficultés provenant de l'état ou de l'exécution de ces installations.

#### *6.5.3.8 Diagnostic / Audit de l'ensemble des installations*

Suite à l'état des lieux, le titulaire devra effectuer un diagnostic de l'ensemble des installations. Cet audit devra être réalisé lors de la visite de maintenance préventive annuelle.

Dans ce diagnostic, il devra y renseigner **et nous fournir sous forme de tableau xls. (Excel) :**

- L'état du matériel (vieillesse, durée de vie/production des centrales, etc.),
- L'état de la disponibilité des bus/voies en vue d'éventuelles extensions (ajout de détecteur automatique, asservissement PCF, etc.).

Il devra tenir informé et accompagner le pouvoir adjudicateur dans les démarches nécessaires (étude chiffrée, etc.) afin que ces installations évoluent correctement.

## 6.6 Modalités d'intervention

### 6.6.1 Intervention de maintenance préventive

Le titulaire transmettra au pouvoir adjudicateur son planning prévisionnel dans le mois suivant la notification du marché. Les années suivantes, avant le 31 janvier. Ce planning sera défini comme suit :

- Bâtiment,
- Services,
- Zones de désenfumage,
- Horaires.

Dans le cas où l'une des deux parties désire modifier le planning prédéfini, elle en informe l'autre par courrier électronique au référent attribué.

### 6.6.2 Intervention de maintenance curative

Le titulaire prendra toutes les dispositions nécessaires pour assurer le dépannage des installations qui lui aura été signalé par un appel d'un agent de sécurité ou technique du Centre Hospitalier d'Arras, de Bapaume ou du Ternois.

Sur appel téléphonique via la Hotline du titulaire, les dépannages et réparations seront effectués dans le délai maximal fixé par le présent marché.

Chaque appel est consigné par ordre chronologique dans un registre tenu par le titulaire précisant :

- La date et l'heure,
- L'auteur de l'appel (nom - qualité) et son interlocuteur,
- Le motif de l'appel.

Ce registre est tenu à disposition et visé à chaque intervention par le responsable technique.

Le titulaire fournira ses coordonnées pour dépannage :

- Un numéro de téléphone unique joignable 365 jours/an 24h/24 **pour les urgences de degré 1 et 2,**
- Un numéro de télécopie afin de confirmer la demande,
- Un numéro de contrat facilitant les démarches,
- Une adresse mail.

**NB : Le titulaire s'engage à mettre en œuvre l'Astreinte de ces techniciens compétents et qualifiés dans le domaine SSI selon le niveau d'assistance :**

- Degré 1 : Pour une période **24h/24, 7j/7** sur les bâtiments disposants de locaux à sommeil.
- Degré 2 : Pour une période de **8h à 18h, 5j/7** sur les bâtiments ne disposants pas de locaux à sommeil.

Pour le degré 1, sur appel téléphonique via la hotline ou mail ultérieurement, le délai maximum d'intervention sur site est de **quatre heures** (4 heures) suivant l'appel téléphonique.

Pour le degré 2, l'intervention sera prévue en journée pendant les heures de service des bâtiments. Le technicien interviendra dans les **huit heures** (8heures) suivant l'appel téléphonique. (Pour information une journée correspond à 24h, samedi dimanche et jours fériés compris).

Tableau récapitulatif :

Degré d'assistance	Période d'intervention		Bâtiments concernés	Délai maximum d'intervention
<b>1</b>	<b>24h/24</b>	<b>7j/7</b>	<b>Locaux à sommeil</b>	<b>4 h</b>
<b>2</b>	<b>8h/18h</b>	<b>5j/7</b>	<b>Ne comportant pas de locaux à sommeil</b>	<b>8h</b>

Le délai maximum d'intervention comprend la durée entre l'heure d'appel téléphonique et l'arrivée sur site du technicien afin d'établir son diagnostic et prendre les décisions qui s'en suivent.

Ces délais devront être respectés sous peine d'application de pénalités prévues à l'article 11 du CCAP.

Pour toute intervention de niveau 4, le titulaire fera appel aux différents constructeurs. Ce dernier complètera l'attestation de niveau 4 pour chacun des constructeurs et qu'il joindra lors de la remise de son offre.

**NB : Les interventions de maintenance curative ne seront pas assurées par les techniciens assurant les interventions de maintenance préventive afin d'éviter le glissement du planning des visites préventives.**

Tous les essais prévus, lors d'intervention de maintenance curative, seront à la charge du titulaire.

### 6.6.3 Levée de réserves suite à la maintenance préventive, à la Triennale SSI et désenfumage

A la suite de sa campagne de maintenance préventive, le titulaire fournira un planning de levée de réserves. Ce planning devra être envoyé au pouvoir adjudicateur **dans les 30 jours suivant la fin de visite de maintenance préventive**. Ce dernier sera transmis en même temps que les rapports et les tableaux de suivi. La non-transmission de ce planning engendrera des pénalités conformément à l'article 11 du CCAP.

Également, toute date, toute observation ou tout établissement non planifié engendrera une pénalité conformément à l'article 11 du CCAP.

Les observations, devront obligatoirement être levées en fonction de l'échéance des priorités :

- Priorité 1 : 2 mois à compter de la date de visite de maintenance préventive
- Priorité 2 : 3 mois à compter de la date de visite de maintenance préventive
- Priorité 3 : 4 mois à compter de la date de visite de maintenance préventive

Le titulaire devra également lever les observations émises par le précédent prestataire ainsi que celles émises par le bureau de contrôle (les réserves en cours et non-levées). Le délai de levée démarrera à la date de notification du marché.

Les observations devront obligatoirement être levées avant l'échéance indiquée dans le tableau de suivi selon les priorités. Toute réserve non levée avant l'échéance (1 mois/2 mois/3 mois) engendrera une pénalité conformément à l'article 11 du CCAP.

Dans le cadre de la levée de réserves, toute observation hors forfait (concernant les DAS) fera l'objet d'un devis. Ce devis devra être remis en même temps que le planning (et les rapports et tableaux de suivi). Dans le devis, n'apparaîtra que la fourniture des pièces (la main d'œuvre et le déplacement seront à la charge du titulaire). Également, le titulaire devra fournir la facture d'achat des pièces détachées.

### 6.6.4 Démarche

Sans remarques de la part de l'entreprise lors de la remise de son offre, les procédures de vérifications seront considérées comme acceptées. Celles-ci seront remises à jour lors de toute évolution de la réglementation.

Eventuellement, les essais seront à effectuer en collaboration avec les prestataires de maintenance des installations thermiques (chauffage, ventilation) et des appareils élévateurs.

Si le titulaire désire déplacer une visite, elle en informera le pouvoir adjudicateur **au moins quinze jours** avant la date prévue, auquel cas des **pénalités pourront être appliquées conformément à l'article 11 du CCAP**.

Les visites systématiques ne devront pas être interrompues par une vérification en dehors de l'établissement contrôlé.

## 6.6.5 Rapports de visite et de vérification dans le cadre d'une visite de maintenance préventive

### 6.6.5.1 Rapports de visite

Le titulaire devra établir un rapport de visite (rapport provisoire) en fin de mission. Ces rapports devront être établis au fur et à mesure des visites de maintenance.

Ce rapport provisoire se constituera d'une fiche récapitulative qui comportera :

- Le nom du technicien,
- La date,
- La référence/le numéro d'identification de l'installation (identifier l'installation le cas échéant),
- Le mode opératoire,
- Les points contrôlés,
- Les conditions de vérification (test en réel, en simulation, etc.),
- La liste du matériel utilisé,
- La date d'étalonnage de ce dernier,
- Le calibrage des appareils de mesure,
- Les remarques éventuelles,
- L'état de conformité ou non :
  - La prestation demandée à l'entreprise est de renseigner la colonne avis par « C : Conforme » ou « NC : Non Conforme » pour les installations et les prestations sous sa responsabilité.
  - En cas d'avis « Non Conforme », l'entreprise doit indiquer en observation les actions correctives pouvant être mises en œuvre avec le délai prévisionnel de réalisation,
- Le motif de non-conformité le cas échéant.

Le titulaire fournira ce rapport de visite qui devra être signé contradictoirement par le responsable du pouvoir adjudicateur et le technicien de maintenance du titulaire afin de valider l'exécution de la mission. Celui-ci devra être remis au Pouvoir Adjudicateur dans le délai imparti.

### 6.6.5.2 Rapport de vérification

Les rapports de vérification (rapport définitif) devront être fournis sous format écrit et numérique. Ils devront être remis dans les **30 jours calendaires suivant la date de fin de visite, auquel cas des pénalités pourront être appliquées conformément à l'article 11 du CCAP.**

Sur la page de garde de ce rapport devra figurer :

- L'objet de la vérification (nom exact),
- La date de la vérification,
- Le nom du technicien,
- La référence du présent contrat,
- Le nom du bâtiment/services concernés,
- La référence/numéro de série du ou des équipements vérifiés,
- Le nombre d'observations relevées à l'issue de la visite,
- Une référence de rapport structurée facilitant l'archivage.

Dans ces rapports, il devra y figurer :

- Les observations détaillées (une ligne par observation) en distinguant celles se référant au domaine SSI de celles du désenfumage,

- Pendant toute la durée du marché, le titulaire informera le responsable du suivi du marché du risque d'inefficacité des équipements visant la sécurité des utilisateurs.

### 6.6.5.3 Compte rendu d'intervention dans le cadre d'une intervention de maintenance curative (dépannage) ou de levée de réserve

Les interventions de maintenance curative ou de levées de réserves donneront lieu à l'établissement d'un rapport d'intervention par le titulaire précisant notamment :

- La date d'intervention et/ou de mise en service du matériel remplacé qui fait courir le délai de garantie,
- L'heure d'arrivée du technicien,
- La durée d'intervention,
- Le nom du technicien,
- Le rapport complet et détaillé,
- Le numéro de rapport et de réserves dans le cas d'une levée de réserve,
- Le chiffrage dans le cas de remplacement de pièces,
- L'émargement du technicien.

Ce rapport d'intervention est remis à la fin de l'intervention, il sera visé par le technicien du titulaire et le Responsable du pouvoir adjudicateur ayant vérifié qu'il ne subsiste plus de dérangement.

Pour le CH Arras, ce rapport d'intervention sera remis au service sécurité incendie.

Pour le CH Bapaume et CH Ternois, ce dernier sera remis au responsable technique.

## 6.7 Montant des prestations

Le soumissionnaire indiquera le montant annuel global (DPGF) pour l'ensemble des prestations du marché (Maintenance préventive et curative des niveaux 1, 2, 3, 4 avec assistance technique (4h ou 8h selon le degré) + remise des rapports + main d'œuvre + déplacement pour la partie curative) pour chacun des Centres Hospitaliers du G.H.A.T. (Artois, Bapaume, Ternois).

De plus, il complétera dans son offre un Bordereau de Prix Unitaire pour les Dispositifs Actionnés de Sécurité des différentes marques de SSI pour les différents sites du G.H.A.T. le prix devra comprendre le déplacement. La main d'œuvre sera forfaitaire à l'heure.

## 7. Description du lot n°2

Le titulaire s'engage à assurer une maintenance curative des équipements et installations de contrôle d'accès, d'anti-intrusion, d'interphonie et de visiophonie sur l'ensemble des bâtiments de l'ensemble des sites du GHAT dont la liste est reprise en annexe 4\_CCTP\_Liste Contrôle d'accès\_Lot 2.

Le titulaire doit s'assurer, en tout lieu et à tout instant, un niveau de sécurité des occupants correspondant à ce qui est exigé par la réglementation, avec des équipements en parfait état de fonctionnement.

### 7.1 Nature des prestations à assurer

Dans le cadre de la mission qui lui est confié, le titulaire du présent lot s'engage à assurer :

- ☞ La maintenance curative des installations de contrôle d'accès et d'anti-intrusion, d'audio-phonie, visiophonie.
- ☞ Le suivi et la mise à jour lors de l'évolution de l'installation,
- ☞ Les actions de conseils auprès du pouvoir adjudicateur,

- ☞ La traçabilité administrative requise.

## 7.2 Limites de prestations

Ce paragraphe détermine les limites des équipements et installations entrants dans la prestation de maintenance curative des Systèmes de Contrôle d'Accès et d'Anti-Intrusion, audio-phonie, visiophonie.

Les équipements inclus dans les prestations sont la totalité des systèmes de contrôle d'accès et d'anti-intrusion, audio-phonie et visiophonie qui couvrent les différents sites du GHAT (en annexe 4\_CCTP\_Liste Contrôle d'accès\_Lot 2).

Les Systèmes de Contrôle d'Accès et d'Anti-Intrusion audio-phonie et visiophonie se décomposent de la manière suivante :

- ✓ Les lecteurs de badges
- ✓ Les boîtiers de commande (DRI),
- ✓ Les claviers (digidocodes),
- ✓ Les systèmes de verrouillage (gâche, serrure magnétique, etc.),
- ✓ Les alimentations électriques avec batteries de secours (psychiatrie, etc.),
- ✓ Le logiciel informatique de paramétrage et de supervision (SiPass), pour le SAAS de Bapaume et CH ARRAS
- ✓ Les capteurs de portes et fenêtres
- ✓ Les systèmes d'alarme d'intrusion indépendante
- ✓ Les systèmes de visiophonie

## 7.3 Installation hors prestations

Les installations non comprises dans le présent lot sont :

- ✓ Les installations électriques en amont,
- ✓ La menuiserie des portes (bâti, charnières, etc.),
- ✓ L'asservissement associé du système de sécurité incendie.

## 7.4 Liste des intervenants

Les personnes susceptibles d'intervenir sur toute ou partie des installations sont :

- ☞ Les agents du Centre Hospitalier d'Arras, ils utilisent le système de contrôle d'accès (lecteur de badge) afin de pouvoir se rendre dans un local dédié. Il en va de même pour inhiber la surveillance d'un bâtiment (clavier pour alarme anti-intrusion).
- ☞ Les agents du PC Sécurité, ils supervisent, gèrent et tracent les accès aux différentes zones déterminées.
- ☞ Le personnel technique du G.H.A.T.

## 7.5 Démarche de la maintenance curative

Le titulaire prendra toutes les dispositions nécessaires pour assurer le dépannage des installations qui lui aura été signalé par un appel d'un représentant du pouvoir adjudicateur du GHT Artois-Ternois.

Le titulaire doit intervenir à compter de l'appel du représentant du pouvoir adjudicateur, sous 4 H, 7jours sur 7, 24h/24.

Le titulaire donnera ses coordonnées pour dépannage :

- ✓ Un numéro de téléphone unique joignable 24h/24 et 365 jours/an,
- ✓ Une adresse mail afin de confirmer la demande,
- ✓ Un numéro de contrat facilitant les démarches.

**1. NB : Le titulaire s'engage à mettre en œuvre l'Astreinte de ces techniciens compétents et qualifiés dans le domaine du contrôle d'accès et anti-intrusion, audio-phonie et visiophonie pour une période 24h/24,7j/7.**

Sur appel téléphonique et confirmé par télécopie ultérieurement, le délai maximum d'intervention sur site est de QUATRE heures (4 heures) après l'appel téléphonique.

Dans le cas où le titulaire estimera que certaines prestations ne pourront être effectuées que dans ses ateliers, il devra s'en justifier et en informer le Centre Hospitalier d'Arras.

Chaque intervention de maintenance curative sera régularisée avec établissement d'un devis de la part du titulaire, suivi d'un bon de commande du Centre Hospitalier concerné. Le chiffrage correspondra à la main d'œuvre, au prix d'achat des pièces remis (déplacement compris).

Pour tout remplacement de matériel défectueux, le titulaire joindra le bon d'achat (via le fournisseur) lors de sa facture impliquant la remise.

Tous les essais prévus, lors d'intervention de maintenance curative, seront à la charge du titulaire.

## 7.6 Rapport d'intervention

Les interventions de maintenance curative donneront lieu à l'établissement d'un rapport d'intervention fourni par le titulaire indiquant :

- ✓ La date de mise en service du matériel remplacé en précisant le délai de garantie,
- ✓ L'heure d'arrivée du (des) technicien(s),
- ✓ Le temps d'intervention sur site,
- ✓ Le nom du (des) technicien(s),
- ✓ Le rapport complet et détaillé,
- ✓ Le chiffrage de l'intervention,
- ✓ L'émargement du (des) technicien(s).

Il sera visé par le technicien du titulaire ainsi que le représentant du pouvoir adjudicateur. Ce rapport sera remis au Responsable du pouvoir adjudicateur.

Le représentant du pouvoir adjudicateur vérifiera l'état de bon fonctionnement des équipements.

## 7.7 Montant des prestations

Le soumissionnaire fournira dans son offre un Bordereau de Prix unitaire pour les différentes marques de Système de contrôle d'accès pour l'ensemble des bâtiments du G.H.A.T. Le prix devra comprendre le déplacement. La main d'œuvre sera forfaitaire à l'heure.